

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 86 — 1367

**3 JUILLET 1986. — Décret relatif aux pensions de survie  
allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge  
de la Communauté française (R.T.B.F.) (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE PRELIMINAIRE. — CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1<sup>er</sup>.** Une pension de survie à charge de la R.T.B.F. est allouée aux ayants droit des agents définitifs de la R.T.B.F. aux conditions et selon les modalités déterminées par le présent décret.

**TITRE I<sup>er</sup>**

**De la pension du conjoint survivant et du conjoint divorcé**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du droit à la pension**

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** A droit à la pension, le conjoint survivant dont le mariage a duré un an moins et dont l'époux ou l'épouse :

- 1<sup>o</sup> soit est décédé durant sa carrière;
- 2<sup>o</sup> soit est décédé après avoir été admis à la pension de retraite à charge de la R.T.B.F.;
- 3<sup>o</sup> soit est décédé après avoir quitté définitivement le service, s'il compte dix années de services et de périodes admissibles pour le calcul de la pension de survie.

§ 2. La durée d'un an de mariage n'est pas requise si une des conditions suivantes est remplie :

- 1<sup>o</sup> un enfant est né du mariage;
- 2<sup>o</sup> le conjoint survivant a à sa charge un enfant pour lequel le conjoint décédé percevait des allocations familiales;
- 3<sup>o</sup> un enfant posthume est né dans les trois cents jours qui suivent le décès;
- 4<sup>o</sup> le décès est dû à un accident postérieur à la date du mariage ou à une maladie professionnelle contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions et pour autant que l'origine ou l'aggravation de la maladie soit postérieure à la date du mariage.

**Art. 3.** Le conjoint survivant qui ne remplit pas les conditions fixées à l'article 2, a droit à la pension pendant un an à compter du jour du décès, pour autant qu'il en fasse la demande dans les douze mois qui suivent celui-ci.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** La pension prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le conjoint est décédé, si la demande de pension est introduite dans les douze mois qui suivent le décès ou la naissance de l'enfant posthume visé à l'article 2, § 2, 3<sup>o</sup>.

Dans les autres cas, elle prend cours le premier jour du mois qui suit celui de la demande.

La déclaration d'absence, conformément aux dispositions du Code civil, vaut preuve de décès.

§ 2. Si le conjoint se remarie avant l'âge de soixante ans, le paiement de la pension fixée à l'article 2 est suspendu dès le premier jour du treizième mois qui suit celui du remariage.

§ 3. Si ce mariage est dissout ou annulé, le paiement de la pension est repris à la demande de l'ayant droit, à partir du premier jour qui suit celui du décès ou la date de la transcription sur les registres de l'état civil du jugement autorisant le divorce ou prononçant l'annulation.

Toutefois, si la demande n'est pas introduite dans le délai d'un an prenant cours à la date du décès ou à la date de la transcription du jugement autorisant le divorce ou prononçant l'annulation, le paiement ne sera repris que le premier jour du mois suivant celui de la demande.

**Art. 5.** Aucun droit à la pension n'est ouvert au conjoint d'un agent qui avant le mariage a fait l'objet d'une mesure de démission d'office ou de révocation.

Les titres de la pension restent acquis si la démission d'office ou la révocation intervient après le mariage et après dix années de services et périodes admissibles pour le calcul de la pension de survie.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les dispositions relatives aux conditions d'octroi, de prise de cours et de suspension de la pension du conjoint survivant sont applicables au conjoint divorcé non remarié à la date du décès de son ancien conjoint.

§ 2. Toutefois, le conjoint divorcé est déchu de ses droits à la pension de survie lorsqu'il n'a pas introduit sa demande dans les douze mois du décès de son ancien conjoint.

**Art. 7.** Le conjoint séparé de fait, séparé de corps ou divorcé n'a pas droit à la pension s'il a été condamné pour attentat à la vie de celui qui est ou a été son époux.

**Art. 8.** La pension n'est pas due au conjoint condamné à une peine criminelle :

- 1<sup>o</sup> pendant la durée de privation de liberté qu'il subit en exécution de cette condamnation;
- 2<sup>o</sup> pendant le temps où il ne se présente pas pour purger la contumace ou subir la peine.

(1) Session 1984-1985.

Document du Conseil. — N° 217, n° 1. Projet de décret.

Session 1985-1986.

Document du Conseil. — N° 39, n° 1. Document de renvoi à la session 1984-1985. — N° 39, n° 2. Rapport. Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 21 mai 1986. — Adoption. Séance du 18 juin 1986.

CHAPITRE II.— *Du calcul de la pension*

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Pour le calcul de la pension, il est tenu compte des services et périodes qui sont pris en considération pour le calcul des pensions de retraite du personnel de la R.T.B.F.

Toutefois, les services et périodes précités n'interviennent que pour leur durée simple.

Les périodes pendant lesquelles l'agent a interrompu ses fonctions pour exercer une activité du chef de laquelle le conjoint survivant peut effectivement prétendre à une pension de survie dans un autre régime, ne sont pas admissibles.

Il en est de même des services qui donnent lieu à l'octroi soit d'une rente de veuve allouée en vertu du décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse coloniale d'assurance, soit d'une pension de veuve allouée en vertu de la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Rwanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales en faveur de ceux-ci, ou de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer.

Les sommes versées en vertu des dispositions antérieures au présent décret en vue de valider des services et périodes, donnent lieu à une augmentation du numérateur de la fraction définie à l'article 11, §§ 1<sup>er</sup> et 4, d'une durée égale à celle de la réduction de temps qui aurait été effectuée si la validation n'était pas intervenue et d'une durée égale aux périodes et services validés dans les autres cas.

L'application de l'alinéa 4 ne peut avoir pour effet de porter la fraction définie à l'article 11, §§ 1<sup>er</sup> et 4, au-delà de l'unité.

§ 2. L'Exécutif détermine sous quelles conditions les périodes d'études postérieures au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle l'agent a atteint l'âge de vingt ans et qui n'interviennent pas dans le calcul des pensions de retraite, peuvent être assimilées à des périodes admissibles en matière de pension de survie. Il détermine en outre quelles activités de nature éducative ou formative sont considérées comme études.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** La pension de survie est calculée sur la base de la rémunération moyenne totale brute des deux dernières années d'activité du conjoint décédé, calculée sur des prestations complètes, ou de toute la durée de la carrière si celle-ci est inférieure à deux ans.

§ 2. Si la rémunération moyenne totale brute des deux dernières années est inférieure à celle d'une période antérieure de deux années, la pension est calculée sur la rémunération moyenne la plus élevée, mais le temps des services accomplis après la période de deux années pris en considération subit une réduction proportionnelle au rapport existant entre la dernière rémunération totale brute perçue dans chacune des fonctions considérées.

Toutefois, la pension est calculée conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> si l'avantage ainsi obtenu est plus élevé.

§ 3. Font partie de la rémunération totale brute au sens des paragraphes précédents, le traitement, l'allocation de foyer et de résidence, l'indemnité de direction, l'indemnité d'intérim et l'allocation compensatoire.

L'Exécutif peut compléter l'énumération prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> par l'indication d'autres allocations ou indemnités analogues.

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** La pension de survie est égale à 60 p.c. du traitement moyen défini à l'article 10, multiplié par une fraction dont le numérateur est constitué par l'ensemble des services et des périodes admissibles exprimé en mois, et dont le dénominateur est constitué par le nombre de mois compris entre le premier jour du mois qui suit le vingtième anniversaire du conjoint décédé et le dernier jour du mois de son décès, sans que ce nombre puisse excéder quatre cent quatre-vingts.

§ 2. Les services à prestations incomplètes sont pris en considération à concurrence de la fraction qu'ils représentent par rapport aux mêmes services à prestations complètes.

Lorsqu'un agent a obtenu un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour cause de maladie ou d'infirmité, il est censé avoir poursuivi, pendant ce congé, son activité immédiatement antérieure.

§ 3. Si le décès s'est produit avant l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel le conjoint décédé a ou aurait atteint son vingtième anniversaire, la fraction citée au paragraphe 1<sup>er</sup> est égale au rapport prévu au paragraphe 2.

§ 4. Si avant l'âge de soixante ans, le conjoint décédé a été admis à la retraite pour limite d'âge ou pour cause d'inaptitude physique, le numérateur est augmenté du nombre de mois compris entre la date de prise de cours de la pension et le dernier jour du mois au cours duquel il a atteint l'âge de soixante ans ou le dernier jour du mois de son décès, si celui-ci est survenu antérieurement.

Si pendant la période ainsi bonifiée, le conjoint décédé a créé des droits à une autre pension de survie, accordée par un régime de pension établi en vertu d'une législation belge ou étrangère ou par un régime de pension d'une institution de droit international public, le temps pris en compte dans cette autre pension, exprimé en mois comme il est prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est déduit de la période bonifiée, sauf si le conjoint survivant renonce à l'autre pension.

§ 5. La fraction découlant de l'application des paragraphes 1<sup>er</sup> à 4 ne peut dépasser l'unité.

**Art. 12.** Les modalités de calcul fixées à l'article 11 ne sont pas applicables aussi longtemps que le conjoint survivant n'a pas atteint l'âge de quarante-cinq ans. Jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de quarante-cinq ans, la pension est fixée au montant minimum prévu par l'article 16.

La restriction contenue dans l'alinéa premier ne s'applique pas si le conjoint survivant justifie d'une incapacité permanente de 66 p.c. au moins, par ou en vertu d'une législation belge ou s'il y a une personne à charge.

L'Exécutif de la Communauté française définit la notion de personne à charge au sens du présent article.

**Art. 13.** La pension attribuée à chacun des conjoints divorcés est obtenue en multipliant le montant de la pension de survie qui lui reviendrait au titre de conjoint survivant, par une fraction dont le numérateur est constitué par les services admissibles, exprimés en mois, et se situant pendant la durée du mariage, et dont le dénominateur est celui de la fraction définie à l'article 11, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 14.** En cas de coexistence, lors du décès d'un agent, d'un conjoint divorcé, ayant fait valoir ses droits à la pension en temps utile, et d'un conjoint survivant, la pension de ce dernier, établie conformément aux articles 10, 11, 15 et 16 est réduite de la part de pension attribuée en vertu de l'article 13 au conjoint divorcé.

La pension du conjoint survivant n'est pas modifiée en cas de réduction ou de suspension de la pension attribuée en vertu de l'article 13 au conjoint divorcé, ou en cas de décès de ce dernier.

**Art. 15.** Le montant de la pension de survie ne peut en aucun cas dépasser 50 p.c. du maximum de la rémunération totale brute du fonctionnaire du grade le plus élevé de la Communauté française.

**Art. 16.** Les pensions de survie allouées aux conjoints survivants ne peuvent être inférieures à 75 p.c. du salaire minimum garanti dans le secteur public. Ce minimum n'est pas applicable à la pension prévue à l'article 3.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales*

**Art. 17.** L'Exécutif détermine les pièces et documents qui doivent être produits à l'appui de la demande de pension.

**Art. 18.** Les services considérés comme emploi sous régime contractuel à prestations complètes en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades de la R.T.B.F., sont considérés à l'égard des agents nommés en vertu de cet arrêté comme prestations complètes pour le calcul des pensions de survie.

**Art. 19.** Les services résultant d'engagements souscrits avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret ne sont plus admis à compter de la date précitée, les sommes déjà versées donnant lieu à l'augmentation du numérateur prévu à l'article 11.

Toutefois, les versements des agents démissionnaires ayant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent être poursuivis jusqu'à ce que la durée minimum de dix années de services et périodes admissibles, prévus à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, soit atteinte.

TITRE II. — *De la pension d'orphelin*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Du droit à la pension*

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** L'orphelin de père et de mère a droit à une pension, à condition que son père ou sa mère soit décédé dans une des situations prévues à l'article 2, § 1<sup>er</sup> :  
L'orphelin de père ou de mère est assimilé à l'orphelin de père et de mère si le parent survivant n'a pas le droit à la pension.

L'orphelin de père ou de mère, dont le parent survivant a droit à la pension, a droit lui-même à une pension.

§ 2. L'orphelin a droit à la pension jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Ce droit est maintenu, au-delà de cet âge, aussi longtemps que l'orphelin donne droit au versement d'allocations familiales.

§ 3. L'Exécutif peut décider de maintenir un ou plusieurs des critères d'octroi des allocations familiales en application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, en vigueur au moment de la publication du présent décret, pour l'attribution de la pension au-delà de l'âge de dix-huit ans.

**Art. 21. § 1<sup>er</sup>.** L'enfant naturel reconnu par son père ou par sa mère, a, au décès de celui qui l'a reconnu, les mêmes droits que s'il était orphelin de père et de mère.

§ 2. L'enfant adopté par un agent ou un ancien agent décédé dans une des situations prévues à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, a les mêmes droits que l'il était issu d'un précédent mariage dissout par le décès du conjoint.

S'il a été également adopté par le conjoint d'un tel agent, il est considéré comme issu du mariage desdits époux.

**Art. 22.** La pension d'orphelin prend cours le premier jour du mois qui suit celui du décès, si la demande est introduite dans les douze mois de cet événement. Dans les autres cas, elle prend cours le premier jour du mois qui suit la demande.

CHAPITRE II. — *Du calcul de la pension*

**Art. 23. § 1<sup>er</sup>.** La pension d'orphelin de père et de mère est fixée à 60 p.c. d'une pension de survie calculée conformément aux articles 10, 11, 15 et 16; celle de deux orphelins atteint les 80 p.c.; celle de trois orphelins et plus atteint la pension entière.

§ 2. La pension d'orphelin de père ou de mère définie à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est fixée à 10 p.c. de la pension de survie calculée conformément aux articles 10, 11, 15 et 16; celle de deux orphelins atteint les 16 p.c.; celle de trois orphelins atteint les 20 p.c. S'il y a plus de trois orphelins, la pension est fixée à raison de 6 p.c. d'une pension de survie par orphelin.

En cas de pluralité d'orphelins, la pension est répartie entre eux par parts égales.

**Art. 24.** En cas de coexistence d'orphelins de père et de mère, de lits différents, la pension se calcule comme s'ils étaient tous issus du même lit. Cette pension est répartie en parts égales entre ces orphelins.

**Art. 25.** En cas de coexistence d'un conjoint survivant et d'orphelins de père et de mère, issus d'un précédent mariage de l'agent défunt, il est attribué une pension de survie calculée conformément aux articles 10, 11, 15 et 16. Cette pension est répartie entre les intéressés proportionnellement aux pensions que le conjoint, d'une part, et l'ensemble des orphelins, d'autre part, considérés isolément, auraient obtenues, sans que ni l'un, ni les autres ne puissent obtenir une pension plus importante que celle qu'ils auraient obtenue isolément.

**Art. 26.** En cas de coexistence d'un conjoint divorcé et d'orphelins de père et de mère, issus d'un autre mariage de l'agent défunt, il est attribué une pension de survie calculée conformément aux articles 10, 11, 15 et 16. Cette pension est répartie entre les intéressés proportionnellement aux pensions que le conjoint divorcé, d'une part, et l'ensemble des orphelins, d'autre part, considérés isolément, auraient obtenues sans que ni l'un, ni les autres ne puissent obtenir une pension plus importante que celle qu'ils auraient obtenue isolément.

**Art. 27.** Si le conjoint survivant ou divorcé est déchu de la puissance paternelle ou renonce à la tutelle des enfants issus de son mariage avec l'agent défunt, ceux-ci sont considérés comme orphelins de père et de mère.

Dans ce cas, il est attribué une pension de survie calculée conformément aux articles 10, 11, 15 et 16. Cette pension est répartie proportionnellement aux pensions que le conjoint survivant ou le conjoint divorcé, d'une part, et l'ensemble des orphelins, d'autre part, considérés isolément, auraient obtenues, sans que ni les uns ni les autres ne puissent obtenir une pension plus importante que celle qu'ils auraient obtenue isolément.

La part revenant aux enfants est payée à la personne qui perçoit les allocations familiales pour lesdits enfants.

**Art. 28.** Les enfants issus du mariage du conjoint divorcé ou survivant, ou les enfants adoptés visés à l'article 21, § 2, alinéa 2, sont censés être orphelins de père et de mère durant la période au cours de laquelle le paiement de la pension de survie est suspendu en application de l'article 8.

## TITRE III

Dispositions communes aux titres I<sup>er</sup> et II

**Art. 29.** A défaut d'ayant droit, une allocation de pension peut être allouée aux personnes dont l'agent défunt était le soutien et qui, au moment du décès, ne sont pas en état, en raison de leur âge ou de leur santé, de pourvoir à leur subsistance. - 0

**Art. 30. § 1<sup>er</sup>.** Le bénéficiaire d'une pension de survie a droit à un pécule de vacances, par année de référence :  
1<sup>o</sup> s'il a bénéficié de la pension au cours de l'année de référence;

2<sup>o</sup> si l'agent décédé a bénéficié d'une pension de retraite à charge de la R.T.B.F., au cours de l'année de référence. On entend par année de référence, l'année civile précédant l'année au cours de laquelle les pécules de vacances doivent être payés.

§ 2. Le mode de calcul du pécule de vacances est fixé par l'Exécutif sur la base du mode de calcul du pécule de vacances accordé aux agents définitifs de la R.T.B.F., en tenant compte du rapport existant entre la pension de survie et la rémunération moyenne totale brute telle que définie à l'article 10.

§ 3. Le pécule de vacances est diminué d'un douzième par mois de l'année de référence durant lesquels, soit l'ayant droit n'a pas bénéficié de la pension, soit l'agent décédé n'a pas bénéficié d'une pension de retraite à charge de la R.T.B.F.

## TITRE IV. — Du fonds de financement

**Art. 31.** Les membres du personnel statutaire de la R.T.B.F. contribuent au paiement des pensions de survie par une retenue sur leur rémunération totale brute, telle que définie à l'article 10 du présent décret.

Le taux de cette retenue est fixée à 0,5 p.c.

**Art. 32.** Le montant total des contributions énoncées à l'article 31 est versé trimestriellement à un fonds de financement des pensions de survie. Les avoirs de la Caisse des veufs et orphelins de la R.T.B.F. sont transférés à ce fonds.

**Art. 33. § 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux articles 5, 9 et 17 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, la gestion du Fonds de financement des pensions de survie est assurée par un comité paritaire.

Sont membres effectifs de ce comité :

1<sup>o</sup> deux délégués de chacune des organisations syndicales représentatives, agréées en matière de relations sociales au sein de la R.T.B.F., selon les règles fixées par l'Exécutif de la Communauté française, sans préjudice de l'application de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités,

2<sup>o</sup> des membres du conseil d'administration dont le nombre sera égal à celui des délégués des organisations syndicales.

Les membres du conseil d'administration qui siègent comme membres effectifs du comité paritaire prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent le président du conseil d'administration et d'autres membres désignés par le conseil en son sein.

Pour chaque membre effectif, il est désigné simultanément, respectivement par les organisations syndicales et par le conseil d'administration, un membre suppléant qui les remplace en cas d'absence.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant de la R.T.B.F. assiste de plein droit aux séances du comité paritaire avec voix consultative.

Les commissaires de l'Exécutif exercent auprès du comité paritaire les fonctions qu'ils exercent auprès des autres organes d'administration et de contrôle de la R.T.B.F.

§ 3. La présidence du comité paritaire est exercée par le président du conseil d'administration de la R.T.B.F., ou en cas d'empêchement par un vice-président désigné parmi les membres désignés au § 2, 2<sup>o</sup>.

§ 4. L'Exécutif de la Communauté française fixe les règles de fonctionnement du comité paritaire.

## TITRE V. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 34. § 1<sup>er</sup>.** La R.T.B.F. accorde l'équivalent de la pension de survie octroyée dans le régime des travailleurs salariés au conjoint et aux orphelins qui n'ont pas droit à une pension prévue aux titres I<sup>er</sup> et II.

§ 2. Lorsque l'agent décédé a été assujéti au régime de pensions des travailleurs salariés pour une période au cours de laquelle il a accompli des services admissibles pour le calcul de sa pension, la R.T.B.F. déduit de la pension de survie qui est à sa charge le montant de la pension de survie versée par l'organisme de sécurité sociale.

**Art. 35. § 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986 :

1<sup>o</sup> aux ayants droit des agents décédés à partir de cette date;

2<sup>o</sup> aux orphelins de père et de mère dont la mère bénéficiait d'une pension de survie à cette date.

§ 2. Sans préjudice de l'article 36, les droits nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1986, les droits nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1986 restent régis par les dispositions en vigueur à cette date, y compris celles relatives à l'octroi et au renouvellement des allocations de survie.

§ 3. Les veufs et les orphelins des agents féminins décédés avant l'entrée en vigueur du présent décret ont un an, à partir de la date de sa publication, pour faire valoir les droits qui leur sont reconnus.

La reconnaissance de ces droits a lieu sans rétroactivité et produit ses effets à dater de la publication du présent décret.

**Art. 36.** L'article 16 est applicable aux pensions de survie en cours à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 37. § 1<sup>er</sup>.** Le Comité de gestion du fonds de financement décide l'octroi des pensions prévues par le présent décret.

§ 2. Les pensions sont payables par mensualités, anticipativement. Elles sont adaptées selon les modalités d'indexation applicables aux rémunérations des agents en activité de service.

§ 3. Le Comité de gestion du fonds de financement peut, à la demande d'un ayant droit, suspendre en tout ou en partie, le paiement de la pension de survie à laquelle il a droit en vertu du présent décret.

**Art. 38.** La loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public pourra s'appliquer aux pensions prévues par le présent décret.

Cette application de la loi du 14 avril 1965 ne pourra intervenir que moyennant un arrêté de l'Exécutif pris après que ladite loi aura été adaptée afin de permettre son application à la R.T.B.F.

**Art. 39.** Toutes les dispositions antérieures, régissant les pensions de survie allouées aux ayants droit des agents de la Radiodiffusion-Télévision belge de la Communauté française, sont abrogées.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1986.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,  
E. POULLET

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,  
A. BERTOUILLE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 86 — 1387

**3 JULI 1986. — Decreet betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**INLEIDENDE TITEL — TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 1.** Er wordt een overlevingspensioen ten laste van de R.T.B.F. toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de R.T.B.F. onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten door dit decreet bepaald.

**TITEL I**

**Het pensioen van de overlevende echtgenoot en van de gescheiden echtgenoot**

**HOOFDSTUK I. — Het recht op pensioen**

**Art. 2.** Heeft recht op pensioen, de overlevende echtgenoot wiens huwelijk minstens één jaar heeft geduurd en wiens echtgenoot of echtgenote :

- 1° hetzij overleden is tijdens zijn (haar) loopbaan;
  - 2° hetzij overleden is nadat hij (zij) tot het rustpensioen ten laste van de R.T.B.F. was toegelaten;
  - 3° hetzij overleden is na definitief de dienst te hebben verlaten, indien hij (zij) tien jaar dienst en perioden die in aanmerking komen voor de berekening van het overlevingspensioen, telt.
- § 2. De tijdsduur van één jaar huwelijk is niet vereist indien één van de volgende voorwaarden vervuld is :
- 1° een kind is uit het huwelijk geboren;
  - 2° de overlevende echtgenoot heeft een kind ten laste waarvoor de overleden echtgenoot kinderbijslag ontving;
  - 3° een postuum kind werd binnen de driehonderd dagen die op het overlijden volgen, geboren;
  - 4° het overlijden is te wijten aan een ongeluk volgend op de datum van het huwelijk of aan een beroepsziekte opgelopen in de uitoefening of bij gelegenheid van de uitoefening van de functies en voor zover de oorsprong of de verergering van de ziekte later ligt dan de datum van het huwelijk.

**Art. 3.** De overlevende echtgenoot die de bij artikel 2 vastgestelde voorwaarden niet vervult, heeft recht op het pensioen gedurende één jaar te rekenen vanaf de dag van het overlijden, voor zover hij het binnen de twaalf maanden die hierop volgen aanvraagt.

**Art. 4. § 1.** Het pensioen gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die tijdens welke de echtgenoot overleden is, indien de aanvraag om pensioen binnen de twaalf maanden die volgen op het overlijden of op de geboorte van het postuum kind bedoeld in artikel 2, § 2, 3°, ingediend wordt.

In de andere gevallen gaat het in op de eerste dag van de maand die volgt op die van de aanvraag.

De verklaring van afwezigheid, overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, geldt als bewijs van overlijden.

§ 2. Indien de echtgenoot voor de leeftijd van zestig jaar hertrouwt, wordt de betaling van het in artikel 2 vastgestelde pensioen onderbroken vanaf de eerste dag van de dertiende maand die volgt op het hertrouwen.

§ 3. Indien dit huwelijk wordt ontbonden of nietig verklaard, kan de betaling van het pensioen opnieuw geschieden op aanvraag van de rechthebbende, vanaf de eerste dag die volgt op die van het overlijden of de datum van de overschrijving in de registers van de burgerlijke stand van het vonnis waarbij de echtscheiding toegestaan wordt of de nietigverklaring uitgesproken.

Indien de aanvraag evenwel niet is ingediend binnen de termijn van één jaar met ingang van de datum van het overlijden of van de datum van de overschrijving van het vonnis waarbij de echtscheiding wordt toegestaan of de nietigverklaring uitgesproken, zal de betaling slechts opnieuw kunnen geschieden de eerste dag van de maand volgend op die van de aanvraag.

(1) *Zitting 1984-1985.*

*Stuk van de Raad.* — Nr. 217, nr. 1. Ontwerp van decreet.

*Zitting 1985-1986.*

*Bescheiden van de Raad.* Nr. 39, nr. 1. Stuk dat verwijst naar de zitting 1984-1985. — Nr. 39, nr. 2. Verslag. *Integrale verslagen.* Bespreking. Vergadering van 21 mei 1986. — Aanneming. Vergadering van 18 juni 1986.

**Art. 5.** Er wordt geen recht op pensioen geopend voor de echtgenoot van een ambtenaar tegen wie voor het huwelijk een maatregel van ontslag van ambtswege of van afzetting is getroffen.

De aanspraak op pensioen blijft behouden indien het ontslag van ambtswege of de afzetting geschiedt na het huwelijk en na tien jaar dienst en perioden die in aanmerking komen voor de berekening van het overlevingspensioen.

**Art. 6. § 1.** De bepalingen betreffende de voorwaarden waaronder het pensioen van de overlevende echtgenoot toegekend wordt, ingaat en onderbroken wordt, zijn van toepassing voor de gescheiden echtgenoot, die niet hertrouwd is op de datum van het overlijden van zijn vroegere echtgenoot.

§ 2. De gescheiden echtgenoot verliest evenwel zijn recht op het overlevingspensioen wanneer hij zijn aanvraag niet heeft ingediend binnen de twaalf maanden na het overlijden van zijn vroegere echtgenoot.

**Art. 7.** De echtgenoot die feitelijk van tafel en bed of uit de echt gescheiden is, hoeft geen recht op het pensioen indien hij veroordeeld werd wegens aanslag op het leven van degene die zijn echtgenoot is of geweest is.

**Art. 8.** Het pensioen is niet verschuldigd aan de echtgenoot die tot een criminele straf is veroordeeld :

1° tijdens de periode van vrijheidsberoving die hij als uitvoering van die veroordeling ondergaat;

2° tijdens de periode gedurende welke hij zich niet aanmeldt om de weerspanningheid aan de wet te zuiveren of de straf te ondergaan.

## HOOFDSTUK II. — De berekening van het pensioen

**Art. 9. § 1.** Voor de berekening van het pensioen wordt rekening gehouden met de diensten en de perioden die in aanmerking komen voor de berekening van de rustpensioenen van het personeel van de R.T.B.F.

De voornoemde diensten en perioden komen evenwel slechts voor hun gewone duur in aanmerking.

De perioden tijdens welke de ambtenaar zijn functies heeft onderbroken om een activiteit uit te oefenen op grond waarvan de overlevende echtgenoot werkelijk aanspraak kan maken op een overlevingspensioen in een andere regeling, komen niet in aanmerking.

Dit geldt ook voor de diensten die aanleiding geven tot de toekenning hetzij van een weduwenrente toegekend krachtens het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de Koloniale Verzekeringskas, hetzij van een weduwenpensioen toegekend krachtens de wet van 16 juni 1960 die de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en die waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd, of krachtens de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid.

De bedragen gestort krachtens de bepalingen die dit decreet voorafgegaan, met het oog op de validatie van diensten en perioden, geven aanleiding tot een vermeerdering van de teller van de breuk bepaald in artikel 11, §§ 1 en 4, voor een duur die gelijk is aan die van de tijdsvermindering die zou zijn geschied indien de validatie niet wat gebeurd en voor de duur die gelijk is aan de perioden en diensten gevalideerd in de andere gevallen.

De toepassing van lid 4 kan niet tot gevolg hebben de breuk bepaald in artikel 11, §§ 1 en 4, boven de eenheid te brengen.

§ 2. De Executieve bepaalt onder welke voorwaarden de studieperioden van na 1 januari van het jaar tijdens welk de ambtenaren de leeftijd van twintig jaar heeft bereikt, die niet in aanmerking komen voor de berekening van de rustpensioenen, gelijkgesteld kunnen worden met perioden die in aanmerking komen inzake overlevingspensioen. Ze bepaalt bovendien welke activiteiten van opvoedende of opleidende aard als studies beschouwd worden.

**Art. 10. § 1.** Het overlevingspensioen wordt berekend op grond van de bruto-totale gemiddelde bezoldiging van de laatste twee jaren activiteit van de overleden echtgenoot, berekend op volledige prestaties, of op grond van de gehele duur van de loopbaan indien deze korter is dan twee jaar.

§ 2. Indien de bruto-totale gemiddelde bezoldiging van de laatste twee jaren lager is dan die van een twee jaar voorafgaande periode, wordt het pensioen berekend op grond van de hoogste gemiddelde bezoldiging, maar de in aanmerking komende tijdsduur van de diensten gepresteerd na de periode van twee jaar wordt verminderd naar rata van de verhouding tussen de laatste bruto-totale bezoldiging die ontvangen werd in elk van de in aanmerking komende functies.

Het pensioen wordt evenwel berekend overeenkomstig paragraaf 1 indien het aldus ontvangen voordeel hoger is.

§ 3. Maken de bruto-totale bezoldiging in de zin van de vorige paragrafen uit, de wedde, de haard- en standplaatstoelage, de directievergoeding, de interimvergoeding en de compensatiestoelage.

De Executieve kan de opsomming bedoeld bij lid 1 aanvullen met de opgave van andere gelijkaardige toelagen of vergoedingen.

**Art. 11. § 1.** Het overlevingspensioen is gelijk aan 60 pct. van de gemiddelde wedde bepaald in artikel 10, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gevormd wordt door het geheel van de diensten en in aanmerking komende perioden, uitgedrukt in maanden, en waarvan de noemer gevormd door het aantal maanden inbegrepen tussen de eerste dag van de maand die volgt op de twintigste verjaardag van de overleden echtgenoot en de laatste dag van de maand van zijn overlijden, waarbij dit aantal vierhonderd tachtig niet kan overschijden.

§ 2. De diensten met onvolledige prestaties worden in aanmerking genomen ten belope van de breuk die ze vertegenwoordigen ten opzichte van dezelfde diensten met volledige prestaties.

Als een ambtenaar een verlof heeft gekregen voor verminderde prestaties, toegestaan om sociale of gezinsredenen of wegens ziekte of gebrekkigheid, wordt hij geacht tijdens dit verlof zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet.

§ 3. Indien het overlijden is gebeurd voor het einde van de maand die volgt op die tijdens welke de overlevende echtgenoot twintig jaar is of zou zijn geworden, is de breuk bedoeld bij paragraaf 1 gelijk aan de verhouding bedoeld bij paragraaf 2.

§ 4. Indien de overleden echtgenoot voor de leeftijd van zestig jaar in ruste gesteld werd wegens leeftijds- of lichamelijke ongeschiktheid, wordt de teller vermeerderd met het aantal maanden inbegrepen tussen de datum waar het pensioen ingaat en de laatste dag van de maand tijdens welke hij de leeftijd van zestig jaar bereikt heeft of de laatste dag van de maand van zijn overlijden, indien dit vroeger is geschied.

Indien de overleden echtgenoot tijdens de aldus vermeerderde periode een recht op een ander overlevingspensioen heeft doen ontstaan, toegestaan bij een pensioenregeling getroffen krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving of bij een pensioenregeling van een instelling van publiek, internationaal recht, wordt de tijdsduur die in dit andere pensioen in aanmerking komt, uitgedrukt in maanden zoals bepaald in paragraaf 1, afgetrokken van de vermeerderde periode, behalve indien de overlevende echtgenoot afziet van het andere pensioen.

§ 5. De breuk die voortvloeit uit de toepassing van de paragrafen 1 tot 4, kan de eenheid niet te boven gaan.

**Art. 12.** De berekeningswijze vastgesteld in artikel 11 is niet toepasselijk zolang de overlevende echtgenoot de leeftijd van vijftienveertig jaar niet heeft bereikt. Totdat hij de leeftijd van vijftienveertig jaar heeft bereikt, wordt het pensioen vastgesteld op het minimumbedrag bedoeld bij artikel 16.

Het voorbehoud dat in het eerste lid is ingehouden is niet van toepassing indien de overlevende echtgenoot het bewijs levert van een blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct, door of krachtens een Belgische wetgeving, of indien er een persoon ten laste is.

De Franse Gemeenschapsexecutieve bepaalt het begrip van persoon ten laste in de zin van dit artikel.

**Art. 13.** Het pensioen toegekend aan elk van de gescheiden echtgenoten wordt berekend door het bedrag van het overlevingspensioen waarop hij als overlevende echtgenoot recht zou hebben, te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller gevormd wordt door de in aanmerking komende diensten, uitgedrukt in maanden, die de duur van het huwelijk beslaan, en waarvan de noemer die van de in artikel 11, § 1, bepaalde breuk is.

**Art. 14.** Wanneer er, bij het overlijden van een ambtenaar, naast een gescheiden echtgenoot, die zijn rechten op het pensioen tijdig heeft doen gelden, een overlevende echtgenoot is, wordt het pensioen van deze, bepaald overeenkomstig de artikelen 10, 11, 15 en 16, verminderd met het deel van het pensioen toegekend krachtens artikel 13 aan de gescheiden echtgenoot.

Het pensioen van de overlevende echtgenoot wordt niet gewijzigd bij vermindering of onderbreking van het pensioen toegekend krachtens artikel 13 aan de gescheiden echtgenoot, of bij overlijden van deze.

**Art. 15.** Het bedrag van het overlevingspensioen kan geenszins 50 pct. van het maximum van de bruto-totale bezoldiging van de ambtenaar met de hoogste graad van de Franse Gemeenschap te boven gaan.

**Art. 16.** De overlevingspensioenen toegekend aan de overlevende echtgenoten kunnen niet lager zijn dan 75 pct. van het minimumloon gewaarborgd in de openbare sector. Dit minimum is niet toepasselijk op het pensioen bedoeld bij artikel 3.

### HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

**Art. 17.** De Executieve bepaalt de stukken en bescheiden die overgelegd dienen te worden ter staving van de aanvraag om pensioen.

**Art. 18.** De diensten beschouwd als betrekking met volledige prestaties onder het contractueel stelsel krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 april 1979 betreffende de rekrutering voor bepaalde graden bij de R.T.B.F., worden beschouwd, de ambtenaren benoemd krachtens dat besluit, als volledige prestaties voor de berekening van de overlevingspensioenen.

**Art. 19.** De diensten die voortvloeien uit verbintenissen aangegaan voor de datum van de inwerkingtreding van dit decreet worden niet meer in aanmerking genomen vanaf de voormelde datum, waarbij de reeds gestorte bedragen amlleiding geven tot de vermindering van de teller bedoeld bij artikel 11.

De stortingen aan de ambtenaren die ontslagnemend zijn voor de inwerkingtreding van dit decreet, kunnen echter voortgezet worden totdat de minimumduur van tien jaar diensten en in aanmerking komende perioden, bedoeld bij artikel 2, § 1, 3<sup>o</sup>, bereikt is.

### TITEL II. — Het wezenpensioen

#### HOOFDSTUK I. — Het recht op pensioen

**Art. 20. § 1.** De wees die vader en moeder verloren heeft, heeft recht op een pensioen, op voorwaarde dat zijn vader of zijn moeder overleden is in één van de omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 1.

De wees die vader of moeder verloren heeft, wordt gelijkgesteld met de wees die vader en moeder verloren heeft, indien de overlevende ouder geen recht op pensioen heeft.

De wees die vader of moeder verloren heeft, wiens overlevende ouder recht op pensioen heeft, heeft zelf recht op een pensioen.

§ 2. De wees heeft recht op het pensioen tot de leeftijd van achttien jaar. Dit recht blijft na deze leeftijd behouden, zolang de wees recht geeft op kinderbijslag.

§ 3. De Executieve kan beslissen een of meerdere van de criteria te behouden voor de toekenning van de kinderbijslag bij toepassing van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders die van kracht zijn op het ogenblik van de bekendmaking van dit decreet, voor de toekenning van het pensioen boven de leeftijd van achttien jaar.

**Art. 21. § 1.** Het natuurlijk kind dat door zijn vader of door zijn moeder erkend is, heeft, bij het overlijden van degene die het heeft erkend, dezelfde rechten als het een wees was dat vader en moeder verloren heeft.

§ 2. Het kind dat geadopteerd is door een ambtenaar of een vroegere ambtenaar overleden in één van de omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 1, heeft dezelfde rechten als indien het gesproten was uit een vroeger huwelijk ontbonden door het overlijden van de echtgenoot.

Indien het eveneens door de echtgenoot van zo'n ambtenaar werd geadopteerd, wordt het geacht als gesproten uit het huwelijk van de genoemde echtgenoten.

**Art. 22.** Het wezenpensioen gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op deze van het overlijden, indien de aanvraag ingediend wordt binnen de twaalf maanden die volgen op deze gebeurtenis. In de andere gevallen gaat het in de eerste dag van de maand die volgt op de aanvraag.

#### HOOFDSTUK II. — De berekening van het pensioen

**Art. 23. § 1.** Het pensioen van een wees die vader en moeder verloren heeft, wordt vastgesteld op 80 pct. van een overlevingspensioen berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11, 15 en 16; dit van twee wezen bereikt 80 pct.; dit van drie wezen en meer bereikt het volle pensioen.

§ 2. Het pensioen van een wees die vader of moeder verloren heeft, bepaald in artikel 20, § 1, lid 3, wordt vastgesteld op 10 pct. van het overlevingspensioen berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11, 15 en 16; dit van twee wezen bereikt 16 pct.; dit van drie wezen bereikt 20 pct. Indien er meer dan drie wezen zijn, wordt het pensioen vastgesteld naar rata van 6 pct. van een overlevingspensioen per wees.

Als er meerdere wezen zijn, wordt het pensioen onder hen verdeeld met gelijke delen.

**Art. 24.** Als er wezen die vader en moeder verloren hebben en die uit verschillende huwelijken zijn geboren, naast elkaar zijn, wordt het pensioen berekend alsof ze alle uit hetzelfde huwelijk geboren waren. Dit pensioen wordt verdeeld met gelijke delen onder deze wezen.

**Art. 25.** Als er een overlevende echtgenoot en wezen die vader en moeder verloren hebben, gesproten uit een vroeger huwelijk van de overleden ambtenaar, naast elkaar zijn, wordt er een overbrengingspensioen toegekend, berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11, 15 en 16. Dit pensioen wordt verdeeld onder de betrokkenen naar verhouding van de pensioenen die de echtgenoot, enerzijds, en de gehele wezen, anderzijds, afzonderlijk beschouwd, zouden hebben gekregen, zonder dat de ene of de anderen een pensioen zouden kunnen krijgen dat hoger zou zijn dan dit dat ze afzonderlijk zouden hebben gekregen.

**Art. 26.** Als er een gescheiden echtgenoot en wezen die vader en moeder verloren hebben, gesproten uit een ander huwelijk van de overleden ambtenaar, naast elkaar zijn, wordt er een overlevingspensioen toegekend, berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11, 15 en 16. Dit pensioen wordt verdeeld onder de betrokkenen naar verhouding van de pensioenen die de gescheiden echtgenoot, enerzijds, en de gehele wezen, anderzijds, afzonderlijk beschouwd, zouden hebben gekregen, zonder dat de ene of de anderen, een pensioen zouden kunnen krijgen dat hoger zou zijn dan dit dat ze afzonderlijk zouden hebben gekregen.

**Art. 27.** Als de overlevende of gescheiden echtgenoot van de ouderlijke macht ontzet is of afziet van de voogdij over de kinderen geboren uit zijn huwelijk met de overleden ambtenaar, worden dezen beschouwd als wezen die vader en moeder verloren hebben.

In dit geval wordt er een overlevingspensioen toegekend berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11, 15 en 16. Dit pensioen wordt verdeeld naar verhouding van de pensioenen die de overlevende echtgenoot of de gescheiden echtgenoot, enerzijds, en de gehele wezen, anderzijds, afzonderlijk beschouwd, zouden hebben gekregen, zonder dat de enen of de anderen een pensioen zouden kunnen krijgen dat hoger zou zijn dan dit dat ze afzonderlijk zouden hebben gekregen.

Het deel dat aan de kinderen toekomt wordt uitbetaald aan de persoon die de kinderbijslag ontvangt voor die kinderen.

**Art. 28.** De kinderen gesproten uit het huwelijk van de gescheiden of overlevende echtgenoot, of de geadopteerde kinderen bedoeld bij artikel 21, § 2, lid 2, worden geacht wezen die vader en moeder verloren hebben, te zijn, tijdens de periode gedurende welke de uitbetaling van het overlevingspensioen bij toepassing van artikel 8 onderbroken wordt.

### TITEL III

#### Bepalingen aan de titels I en II

**Art. 29.** Als er geen rechthebbende is, kan er een pensioen uitgekeerd worden aan de personen wier overleden ambtenaar de steun was en die, op het ogenblik van het overlijden, wegens hun leeftijd of hun gezondheid, niet in staat zijn in hun onderhoud te voorzien.

**Art. 30. § 1.** De gerechtigde op een overlevingspensioen heeft recht op vakantiegeld, per referentiejaar :

1° indien hij het pensioen tijdens het referentiejaar heeft ontvangen;

2° indien de overleden ambtenaar een rustpensioen ten laste van de R.T.B.F. ontvangen heeft tijdens het referentiejaar. Onder referentiejaar wordt verstaan, het kalenderjaar dat het jaar voorafgaat tijdens welk het vakantiegeld uitbetaald moet worden.

§ 2. De wijze van berekening van het vakantiegeld wordt vastgesteld door de Executieve op grond van de wijze van berekening van het vakantiegeld toegekend aan de vast benoemde ambtenaren van de R.T.B.F., waarbij rekening wordt gehouden met de verhouding tussen het overlevingspensioen en de bruto-totale gemiddelde bezoldiging zoals bepaald bij artikel 10.

§ 3. Het vakantiegeld wordt verminderd met een twaalfde per maand van het referentiejaar tijdens welke, ofwel de rechthebbende het pensioen niet heeft ontvangen, ofwel de overleden ambtenaar geen rustpensioen ten laste van de R.T.B.F. heeft ontvangen.

### TITEL IV. — Het financieringsfonds

**Art. 31.** De statutaire personeelsleden van de R.T.B.F. dragen bij in de betaling van de overlevingspensioenen door een inhouding op hun bruto-totale bezoldiging, zoals bepaald in artikel 10 van dit decreet.

Het cijfer van deze inhouding wordt op 8,5 pct. vastgesteld.

**Art. 32.** Het totale bedrag van de bijdragen vermeld in artikel 31 wordt driemaandelijks gestort in een fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen. Het tegoed van de weduwen- en wezenkas van de R.T.B.F. wordt naar dit fonds overgedragen.

**Art. 33. § 1.** In afwijking van de artikelen 5, 9 en 17 van het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française », wordt het beheer van het Fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen waargenomen door een paritair comité.

Werkende leden van dit comité zijn :

1° twee afgevaardigden van elk van de representatieve vakorganisaties, erkend inzake sociale betrekkingen binnen de R.T.B.F., volgens de regels vastgesteld door de Franse Gemeenschapsexecutieve, onverminderd de toepassing van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

2° leden van de raad van bestuur, wier aantal gelijk is met dat van de afgevaardigden van de vakorganisaties.

De leden van de raad van bestuur die zitting hebben als werkende leden van het paritair comité bedoeld in lid 1, zijn de voorzitter van de raad van bestuur en andere leden door en uit de raad aangewezen.

Voor elk werkend lid wordt er tegelijk, respectief door de vakorganisaties en door de raad van bestuur, een plaatsvervangend lid aangewezen dat hem in zijn afwezigheid vervangt.

§ 2. De leidend ambtenaar van de R.T.B.F. woont van rechtswege de vergaderingen van het paritair comité met raadgevende stem bij.

De commissarissen van de Executieve oefenen bij het paritair comité de functies uit die ze uitoefenen bij de andere bestuurs- en controleorganen van de R.T.B.F.

§ 3. Het voorzitterschap van het paritair comité wordt waargenomen door de voorzitter van de raad van bestuur van de R.T.B.F., of, bij verhindering, door een ondervoorzitter aangewezen uit de leden vermeld in § 2, 2°.

§ 4. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt de werkingsregels voor het paritair comité vast.



## TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 34. § 1.** De R.T.B.F. kent het equivalent toe van het overlevingspensioen toegekend, in de regeling voor werknemers, aan de echtgenoot en de wezen die geen recht hebben op een pensioen bedoeld in de titels I en II.

§ 2. Als de overleden echtgenoot onderworpen is geweest aan de pensioenregeling voor werknemers voor een periode tijdens welke hij diensten heeft gepresteerd die in aanmerking komen voor de berekening van zijn pensioen, trekt de R.T.B.F. van het overlevingspensioen dat hem ten laste is het bedrag af van het overlevingspensioen gestort door de instelling van sociale zekerheid.

**Art. 35. § 1.** Dit decreet wordt van toepassing vanaf 1 januari 1986 :

1° voor de rechthebbenden van de ambtenaren die vanaf deze datum overleden zijn;

2° voor de wezen die vader en moeder verloren hebben, wier moeder op deze datum een overlevingspensioen genoot.

§ 2. Onverminderd artikel 36, blijven de rechten ontstaan voor 1 januari 1986 bepaald door de bepalingen die op deze datum van kracht waren, met inbegrip van deze die betrekking hebben op de toekenning en de vernieuwing van de overlevingstoelagen.

§ 3. De weduwnaars en wezen van de vrouwelijke ambtenaren die overleden zijn voor de inwerkingtreding van dit decreet, beschikken over een jaar, vanaf de datum van zijn bekendmaking, om de rechten die hun toegekend zijn, te doen gelden.

De toekenning van deze rechten geschiedt zonder terugwerkende kracht en heeft uitwerking met ingang van de bekendmaking van dit decreet.

**Art. 36.** Artikel 16 wordt van toepassing op de thans uitgekeerde overlevingspensioenen vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 37. § 1.** Het beheerscomité van het financieringsfonds beslist over de toekenning van de pensioenen bedoeld bij dit decreet.

§ 2. De pensioenen worden maandelijks uitbetaald, vooruit. Ze worden aangepast op grond van de indexeringsmodaliteiten die toepasselijk zijn op de bezoldigingen van de ambtenaren in actieve dienst.

§ 3. Het beheerscomité van het financieringsfonds kan, op aanvraag van een rechthebbende, de uitbetaling van het overlevingspensioen waarop hij krachtens dit decreet recht heeft, geheel of gedeeltelijk onderbreken.

**Art. 38.** De wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, kan toepasselijk zijn op de pensioenen bedoeld bij dit decreet.

Deze toepassing van de wet van 14 april 1965 kan slechts door een besluit van de Executieve geschieden, genomen nadat de genoemde wet aangepast is om de toepassing ervan op de R.T.B.F. mogelijk te maken.

**Art. 39.** Alle vroegere bepalingen tot bepaling van de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de ambtenaren van de « Radiodiffusion-Télévision belge de la Communauté française », worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt,

Brussel, 3 juli 1986.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,  
E. POULLET

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,  
A. BERTOUILLE

F. 86 — 1368

**Accord entre l'Exécutif de la Communauté française de Belgique  
et le Gouvernement du Québec portant création de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles  
pour la jeunesse**

-Le Gouvernement du Québec  
et

l'Exécutif de la Communauté française de Belgique

considérant l'Accord de coopération signé le 3 novembre 1982;  
rappelant que cet Accord prévoit la coopération des Parties entre autres « par l'échange à la base entre leurs mouvements culturels, de jeunesse et d'éducation permanente »;  
désireux de créer un organisme permanent permettant le rapprochement de jeunes,  
sont convenus de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Comme suite à l'Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et l'Exécutif de la Communauté française de Belgique, les Parties créent l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse.

\* Art. 2. L'Agence a pour objet de :

- développer les relations et la connaissance réciproque entre la jeunesse québécoise et la jeunesse de la Communauté française;
- susciter l'innovation et l'expérimentation ayant des effets concrets dans les milieux visés;